

SOMMAIRE

LES RESSOURCES NATURELLES EN PROVENCE.  
PRÉLÈVEMENT ET EXPLOITATION

1. Carrières et mines

Philippe HAMEAU, Exploitation et usages des matériaux colorants en Provence au Néolithique .....	443
Noël COULET, Un nouveau document sur les premiers temps de l'exploitation du bassin de lignite de Fuveau-Gardanne .....	453
Frédéric d'AGAY, La Compagnie des mines de Provence et l'exploitation du plomb argentifère de la Garde-Freinet au XVIII <sup>e</sup> siècle .....	457
Bruno ANCEL, La mine de plomb argentifère du Fournel à L'Argentière- La Bessée .....	479
Aymeric LENNE, La mine argentifère du Fournel sous la direction d'Édouard Duclos de Boussois de 1847 à 1851. Les premiers jalons d'une exploitation minière moderne.....	497
Jean-Marie GUILLON, La bauxite varoise, enjeu international et retombées locales (fin XIX <sup>e</sup> siècle - fin XX <sup>e</sup> siècle).....	517
*	
Claire LAURENT, La bénédiction des calissons à Aix-en-Provence. Son apport à la culture provençale.....	531
Danièle DOSSETTO, Calissons festifs, étiologies et responsabilités inventives. Réponse à Noël Coulet sur Marcel Provence.....	539
Noël COULET, Calissons. Post-scriptum .....	561
*	
CHRONIQUE: Émilien Constant (1924-2012) . (J-M Guillon).....	565
BIBLIOGRAPHIE: (R. Bertrand, G. Buti, N. Coulet, H. Michel, R. Moulinas, M. Villard).....	569



## LA BAUXITE VAROISE, ENJEU INTERNATIONAL ET RETOMBÉES LOCALES (FIN XIX<sup>e</sup> SIÈCLE-FIN XX<sup>e</sup> SIÈCLE),

L'histoire de l'exploitation de la bauxite est intimement liée à la Provence, non pas tant au village des Baux dont elle tire son nom, qu'au bassin qui s'étire sur une quarantaine de kilomètres de part et d'autre de Brignoles, dans le centre Var, (fig. 1) le long du sillon parcouru par la RN7<sup>1</sup>. Ce bassin a dominé pendant un siècle la production nationale et même tout un temps, jusqu'aux années quarante, la production mondiale, ce qui fait de la bauxite un cas très particulier dans l'éventail des productions minières régionales. Hors de ce bassin, les autres gisements de bauxite français n'ont occupé qu'une place secondaire, qu'il s'agisse des sites héraultais, autour de Villeveyrac et de Bédarieux, de ceux des Bouches-du-Rhône (Allauch et Les Baux), des « lentilles » dispersées à la limite du haut Var (Tavernes, Rognettes, Sillans-la-Cascade) ou non loin de Toulon, au Revest, ou encore du petit bassin ariégeois.

Compte tenu de son intérêt, notamment stratégique, la production de bauxite a été aux mains de quelques grandes compagnies internationales et son histoire relève d'un grand classique en histoire minière. C'est celle de la vie et de la mort d'un bassin, qui fut durant un siècle le point de rencontre entre des intérêts locaux à l'horizon modeste et des stratégies d'une toute autre ampleur. Exportée brute ou transformée en alumine, notamment dans la région marseillaise, la bauxite n'a eu aucun effet d'entraînement sur place et la prospérité qu'elle a engendrée a profité surtout à la rente, à des activités tertiaires (transports, services, commerce) et, un peu, au maintien de la petite viticulture en Centre Var. Une fois la ressource épuisée, les villages du bassin ont vivoté sur les restes de la prospérité passée, au milieu d'un paysage très bouleversé auquel la couleur rouge, caractéristique de ce minerai, a long temps donné – et donne encore selon les lieux, trente à quarante ans après

1. Pour des précisions en particulier sur les sites miniers, nous renvoyons à Claude AUBERT et Jean-Marie GUILLON, *Les Gueules Rouges. Un siècle de bauxite dans le Var*, réédition (2003), Association des Gueules Rouges du Var, 175 p.

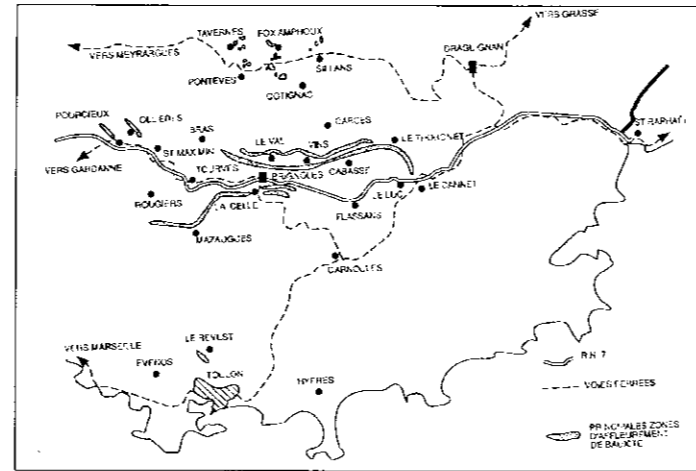


Fig. 1 – Carte du bassin de bauxite varois

– des allures de Far West abandonné. L'originalité de cette histoire, qui pourrait être celle de quelque région exotique, est qu'elle s'est passée en Provence, région dont l'image contemporaine n'est associée, ni à la mine, ni d'ailleurs, à l'industrie, ce qui n'a pas été sans conséquence, tant en matière de reconversion que de mémoire.

#### INVENTION D'UN BASSIN MINIER

Si la bauxite a été découverte aux Baux en 1821 par Berthier<sup>2</sup>, l'aluminium, lui, n'a été isolé par Sainte-Claire Deville qu'en 1854. Produit en petites quantités et réservé à des fabrications de luxe, il ne devient « à bon marché »<sup>3</sup> qu'après la mise au point des procédés de fabrication industrielle, par électrolyse, en 1886-1887<sup>4</sup>. L'aluminium était fabriqué jusque-là à Salindres dans le Gard par la compagnie qui allait devenir Alais et Camargue (Pechiney)<sup>5</sup>. La bauxite qui servait à son élaboration provenait de Villeveyrac où la société Augé de Montpellier, créée en 1873, l'extrayait et d'Auriol (Bouches-du-

2. Jusque-là, cette roche était considérée comme un minerai de fer difficile à traiter. Berthier est le premier à l'analyser et à l'identifier. Son nom lui fut donné définitivement par Sainte-Claire Deville en 1861.

3. Paul Héroult, *Bulletin de la Société de l'Industrie minérale* tome XIV, IV<sup>e</sup> livraison, 2<sup>e</sup> partie, 1900, p. 1738, cité par Olivier RAVEUX, « Les débuts de la fabrication de l'alumine à Gardanne (1892-1899) », *Cahiers d'histoire de l'aluminium* n° 13, 1993-1994, p. 7 et suiv.

4. Concurrément en France et aux États-Unis, par Paul Héroult et Charles-Martin Hall, tandis que Bayer mettait au point l'extraction de l'alumine par voie basique en Allemagne en 1887.

5. Claude-Joseph GIGNOUX, *Histoire d'une entreprise française*, Paris, 1955, p. 30 et suiv.

Fig. 2 – Carrière de bauxite à Cabasse au début du xx<sup>e</sup> siècle

Rhône), mais la bauxite du Var, qui avait été repérée sous le Second Empire comme ces gisements, commençait à être exploitée au même moment, non loin de l'abbaye du Thoronet, sur le territoire de Cabasse<sup>6</sup>, probablement à Mazaugues, dans la partie ouest du bassin, qui connaît déjà une certaine activité dans les années 1880, puis à Vins et dans le secteur du Cannet-des-Maures<sup>7</sup> (avec l'ouverture du chantier du Recoux, promis à un bel avenir, en 1885) (fig. 2). Cette exploitation relève de grattages superficiels, souvent à ciel ouvert. Les statistiques du Var donnent la mesure de sa modestie puisque le nombre des ouvriers de la bauxite reste limité à dix jusque vers 1880 (mais probablement des paysans « mineurs » devraient être ajoutés à ce chiffre). Cependant, les communes concernées demandent déjà une prise en charge pour l'entretien des chemins défoncés par les charrettes de bauxite. Dès 1881, le conseil municipal de Cabasse prend une délibération en faveur d'une taxe municipale afin de faire bénéficier la commune du développement minier. C'est le début de revendications communales récurrentes.

La mise en service de l'usine construite à Gardanne par la Société française pour l'alumine afin d'utiliser le procédé Bayer change la donne (1892-94)<sup>8</sup>. Il est significatif qu'Augé dépose une demande de concession générale en janvier 1894 auprès de la préfecture du Var. Son agrément aurait signifié le passage de la bauxite sous le régime des mines, alors qu'elle se trouvait sous

6. Le premier contrat que nous ayons retrouvé date de 1871 et concerne la bauxite blanche utilisée pour les briques réfractaires.

7. Alors appelé Le Cannet-du-Luc, principal lieu d'expédition du minerai par la voie ferrée.

8. Sur ces débuts et leurs tâtonnements, voir l'article très documenté d'O. RAVEUX déjà cité.

celui des carrières, qui laissait le sous-sol aux propriétaires<sup>9</sup>. Cette demande se heurte évidemment à un tollé de la part de ces derniers, très nombreux dans cette région de petite, voire très petite, propriété foncière. Un Comité de défense des intérêts des propriétaires du sol se constitue en mai 1894 avec les maires et adjoints des communes concernées. Le conseil municipal de Vins argue, le 27 mars, que « les bauxites appelées improprement par MM Augé et Cie minerais d'aluminium sont exploitées depuis plus de trente années sans aucune revendication de l'État qui ne s'en est jamais considéré comme propriétaire ». Sans doute fallait-il d'autres moyens que ceux d'Augé pour parvenir à transformer une extraction artisanale en exploitation industrielle. En 1895, Augé vend ses concessions à l'Union des Bauxites, filiale de la British Aluminium Cy. Commencent alors « l'époque héroïque » du bassin<sup>10</sup> et son entrée dans le giron du capitalisme international. Pendant dix ans, l'Union (comme on l'appelle dans la région) garde un quasi-monopole de l'extraction de la bauxite, même si quelques petits hommes d'affaires de Brignoles ou Marseille tentent de jouer leur partie (surtout comme intermédiaires). Grâce aux voies ferrées du PLM<sup>11</sup>, le minerai part vers Gardanne, et surtout vers... Saint-Raphaël, car la jeune station touristique est alors son port exportateur vers l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie ou l'Autriche, avant que le port marchand de Toulon, propriété de la Chambre de commerce et d'industrie du Var, ne lui ravisse cette activité<sup>12</sup>.

#### LA LUTTE POUR LES CONCESSIONS (1905-1925)

L'appétit de bauxite s'aiguise avec l'entrée dans le xx<sup>e</sup> siècle et la course aux armements n'y est pas pour rien. Alors que Gardanne se modernise avec l'entrée en service d'une nouvelle installation, deux autres usines d'alumine voient le jour à Marseille, l'une à Saint-Louis-les-Aygalades en 1906, et l'autre à La Barasse l'année suivante. Si celle-ci est propriété de la Société d'électrochimie qui fabrique l'aluminium en Savoie, celle-là appartient à la Société française pour l'industrie de l'aluminium, elle-même filiale du conglomérat suisse allemand Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft, plus connu sous

9. Fondée sur une loi de 1810 classant les produits du sol et du sous-sol selon leur nature – substance métallique ou non – et leur mode d'extraction – mine, minière ou carrière –, ce choix de catégorie entraînait surtout la concessibilité ou non. La concessibilité faisait de l'État le maître du sous-sol et le seul interlocuteur des exploitants.

10. Expression de Raphaël Squercioni in *L'industrie de la bauxite en France*, thèse de doctorat en Sciences économiques, 1951.

11. En particulier, la ligne Carnoules-Gardanne, ouverte fin 1880, sur laquelle les gares de Besse, Brignoles et Tourves constituent autant de points d'acheminement du minerai, tandis que Le Cannet-du-Luc draine celui du Thoronet vers la grande ligne Marseille-Toulon-Nice.

12. Le port de Saint-Raphaël a été endommagé par un petit raz-de-marée en 1906. Son choix comme port exportateur de bauxite tient à l'entregent du maire fondateur de la station, Félix Martin, gendre d'un inspecteur des mines qui a été l'un des promoteurs de l'exploitation de la bauxite dans le Var.

le nom de la ville qui abrite ses activités, Neuhausen, près de Schaffouse, et dont on sait que l'aluminium est destiné au Reich. Au même moment – 1906 – Pechiney devenu Alais et Camargue investit en Maurienne et décide de construire l'usine de L'Argentière dans les Hautes-Alpes, qui sera mise en service en 1910.

La production varoise de bauxite passe de 22 000 tonnes en 1895 à 39 000 en 1900. Elle atteint 258 000 tonnes en 1913 (pour 450 000 dans le monde entier). La France, grâce aux gisements du bassin de Brignoles, devient pour plus d'un demi-siècle, le premier ou l'un des premiers producteurs mondiaux de ce minerai très disputé. C'est alors que l'Union voit vraiment arriver la concurrence. Plusieurs filiales de grands groupes internationaux, suisses, allemands, anglo-américains et français prospectent et tentent de rafler des sites dès qu'un bail arrive à terme. Les Bauxites de France, contrôlées par Neuhausen, deviennent le grand rival de l'Union. Arrivée en 1905, cette société lui a aussitôt ravi l'exploitation du principal gisement, celui du Recoux, ce qui lui permet de se porter au premier rang des producteurs. Le classement en carrières favorise l'émiettement de l'exploitation en une quarantaine de sites en 1913. Il permet bien des manœuvres, via des intermédiaires locaux, autour des sites convoités, ce qui aboutit souvent à des procès. Même si l'imbrication est la règle, le bassin Est, du Val au Thoronet, est plutôt le domaine des compagnies internationales avec une progression des sociétés liées à l'Allemagne via Neuhausen<sup>13</sup>, notamment les Bauxites de France (qui ont acquis 19 concessions dans la région), la SFIA (Société française pour l'industrie de l'aluminium, créée en 1906) qui reprend en 1912 les baux de petits entrepreneurs locaux dans le secteur de Vins, où la rejoint en 1913 la Société de l'aluminium et des produits chimiques des frères Giulini de Mannheim et Ludwigshafen (et eux-mêmes actionnaires de Neuhausen). C'est face à cette poussée que les principaux producteurs d'aluminium français se constituent en syndicat en 1910 et en cartel l'année suivante<sup>14</sup>.

La dispersion ne favorise guère l'investissement, même si déjà apparaissent des câbles aériens et les premières locomotives électriques pour desservir la gare de Tourves dans le secteur de Mazaugues (qui en profite pour faire prendre en charge l'installation de l'électricité au village en 1912) et du Val. En fait, l'extraction reste encore très artisanale, le plus souvent à ciel ouvert : le rendement est de 300 tonnes par ouvrier par an. Le travail est manuel et l'essentiel du transport, dans et hors des chantiers, se fait avec des mulets ou des ânes (il y en aura encore dans années cinquante). Mais le boom de la bauxite donne un coup de fouet à l'économie locale. Les paysans profitent des redevances versées par les sociétés ou participent au transport du minerai acheminé par charrettes vers les gares du Cannet, de Brignoles, Tourves ou Besse. L'afflux de main-d'œuvre fait croître les villages. Les sala-

13. Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft.

14. L'Aluminium français créé en 1911 par Ugine et Alais et Camargue.

riés de la bauxite, qui n'étaient que 84 en 1895, sont 240 en 1899 et 750 en 1913. Les cadres viennent des mines de charbon du Centre et les ouvriers sont pour la plupart originaires des vallées piémontaises de la région (occitanophone) de Coni. Ces migrants, jusqu'ici temporaires venant traditionnellement s'employer sur les chantiers l'hiver ou travaillant au bûcheronnage ou à la replantation du vignoble, s'installent et font venir leurs familles.

La Première Guerre mondiale rompt un moment la progression de la production, car les ouvriers, français puis italiens, sont mobilisés. Mais, surtout, elle rebat certaines cartes. Elle conforte les sociétés des pays alliés, surtout Alais et Camargue, qui rachète en 1914 certains gisements de l'Union (Bédarieux), s'implante dans le Var à partir de 1915, crée cette année-là l'usine de Saint-Auban (Basses-Alpes) qui, à côté du chlore et autres produits chimiques, fournira aussi de l'aluminium. Plus encore, la guerre conduit à la mise sous séquestre entre l'automne 1914 et le printemps 1915 des compagnies qui ont partie liée avec l'Allemagne (Bauxites de France, SFIA, Giuliani et Neuhausen), ce dont profitent les sociétés françaises. L'exploitation du Recoux est ainsi reprise par Alais et Camargue, qui ne la rendra en 1922, que contre son gré et après avis du Conseil d'État aux Bauxites de France. Mais la guerre permet aussi l'émergence des États-Unis qui deviennent les premiers producteurs mondiaux de bauxite et d'aluminium. La création de la SABAP (Société anonyme des bauxites et aluminés de Provence) en 1915 et l'implantation dans le bassin en 1922 des Bauxites du Midi, filiale du puissant trust américain Alcoa, en sont le signe.

Dès la guerre finie, les séquestres ont presque tous été levés. La production atteint 196 000 tonnes en 1922. Les rivalités n'en restent pas moins intenses entre les grands groupes et la concentration s'accélère. N'ayant pas les reins assez solides pour faire face aux investissements, les petits producteurs sont laminés par les grandes compagnies. Plus qu'avant, ils cherchent surtout à rafler des baux pour les revendre, jouent les entremetteurs ou sont utilisés par les grands groupes pour s'implanter de façon masquée sur les sites. Mais les compagnies françaises, Alais et Camargue (devenu en 1921 Alais Froges et Camargue/AFC) et Ugine (la Société d'électrochimie, d'électrometallurgie & des aciéries électriques d'Ugine), qui dominent le marché national de l'aluminium, commencent à tenir la dragée haute aux compagnies internationales

#### LE PARTAGE DU TERRITOIRE (1925-1945)

La situation paraît stabilisée au milieu des années vingt, comme si le gâteau était désormais partagé entre les six sociétés qui se sont réparti le bassin

L'Union des bauxites, deuxième employeur du secteur (220 salariés), retrouve dans les années trente la première place parmi les « bauxiteurs » et produit autour de 198 000 tonnes, soit légèrement plus que les Bauxites de

France, qui emploient près de 500 personnes et qui alimentent l'usine d'alumine de Saint-Louis-des-Aygalades, propriété de la SFIA. Les Bauxites de France, qui absorbent les chantiers de la SFIA en 1930, exportent aussi du minerai en Allemagne. Les Bauxites du Midi occupent le troisième rang, loin derrière les précédentes (autour de 64 000 tonnes pour un peu plus d'une centaine d'ouvriers). Son actionnaire majoritaire est une société suisse – Stand SA, installée à Genève –, holding de la société canadienne Aluminium Limited, elle-même filiale d'Aluminium Company (Alcoa). Comme l'Union, elle vend la production qu'elle n'exporte pas à AFC. AFC et Ugine n'occupent que les quatrième et cinquième rangs, avec moins de 15 % de la production de bauxite et guère plus de cent ouvriers. Elles sont, en fait, clientes de l'Union et des Bauxites du Midi pour les usines d'AFC et pour celle de La Barasse, où Ugine a installé sa direction régionale, à la différence des autres compagnies dont les sièges régionaux se situent dans les quartiers bourgeois du sud de Marseille ou à Aix<sup>15</sup>. Mais ces compagnies ont le monopole de la fabrication de l'aluminium en France et contrôlent son marché, à travers l'Aluminium français, entente largement dominée par AFC. Le dernier rang est occupé par une filiale de la Société des chaux et ciments de Lafarge et du Teil, le Comptoir d'extraction et de vente (CEV), qui approvisionne en abrasifs et réfractaires les usines du groupe et vend son surplus aux compagnies précédentes<sup>16</sup>. C'est le seul « bauxiteur » qui ne soit pas étranger au capitalisme local, puisqu'il est contrôlé par la famille Daher, le père étant vice-président du groupe et son fils Charles, l'un des administrateurs, plus spécialement en charge du CEV<sup>17</sup>.

Le modus vivendi trouvé par les sociétés se traduit par des échanges de gisements, des accords sur les zones de prospection et d'exploitation et des ententes. L'Aluminium Association, créée en 1924-26, réunit tous les producteurs, allemands compris, jusqu'en 1938... Il est vrai que si 180 000 tonnes de minerai sont exportées vers le Royaume-Uni, 80 000 partent vers l'Allemagne<sup>18</sup>. Or 90 % de la bauxite sert à la fabrication de l'aluminium. Même si la crise mondiale engendre un fléchissement en 1932-33, la bauxite ne ressent la crise que peu de temps. La production s'envole à 545 000 tonnes en 1939 et n'est stoppée qu'avec la défaite de la France en juin 1940. La France, via

15. Le Prado pour AFC, la rue Breteuil pour les Bauxites de France, la rue Edmond-Rostand pour l'Union, le cours Pierre-Puget pour le Comptoir, tandis que les Bauxites du Midi sont à Aix, boulevard du Roi-René.

16. La production héraultaise – notamment le gisement de L'Arboussas, à Pezènes-les-Mines, près de Bédarieux – est contrôlée par les Bauxites du Midi et AFC. De petites sociétés exploitent les petits chantiers restants du Var et des Bouches-du-Rhône ou se livrent à la prospection.

17. L'extériorité des « bauxiteurs » par rapport au milieu économique régional est à souligner. Cela se traduit par des rapports distants avec la Chambre de commerce de Toulon et, plus tard, par leur refus d'adhérer à la Fédération varoise du patronat.

18. Ces exportations passent en partie par Toulon, seul port de la bauxite désormais (plus de 200 000 t. en 1939).

le bassin de Brignoles qui fournit 80 % de sa production<sup>19</sup>, a retrouvé son premier rang mondial, malgré l'arrivée de nouveaux producteurs (Hongrie, Italie, Yougoslavie) encouragés par les Allemands.

Les principaux « bauxiteurs » ont créé le Syndicat des exploitants des carrières de bauxite à Marseille en septembre-octobre 1936<sup>20</sup>. Voulu et dominé par AFC, les « gros » en ont exclu les petits producteurs. Le syndicat ne se limite pas au Var, mais concerne l'ensemble des sites méridionaux. La date de sa création est évidemment significative. Il s'agit de gérer la situation sociale née du Front populaire. Il faut avouer que les méthodes d'extraction et les conditions de travail sont restées assez archaïques. Les ouvriers s'adaptent souvent difficilement au matériel moderne. Peu mécanisé dans les carrières à ciel ouvert comme dans les mines souterraines<sup>21</sup>, le travail est pour l'essentiel payé à la tâche. Toujours majoritairement immigrés, mais rejoints par des paysans que leur terre ne nourrit plus, les « gueules rouges » vivent dispersés dans les localités du bassin et sont d'ailleurs tout à la fois, simultanément ou alternativement, mineurs, agriculteurs et bûcherons. Les effectifs dépassent désormais le millier (1 038 en 1930, 1 198 en 1939). Avec cette population en charge, les municipalités se font plus revendicatives. Certaines prennent en compte désormais la défense de la population ouvrière. Le conseil municipal, républicain socialiste, de Cabasse dénonce une fois encore le 26 février 1927 un projet de changement de statut qui « profiterait exclusivement aux grandes compagnies exploitantes qui, depuis de nombreuses années, sous couvert d'intérêts nationaux, poursuivent toujours le même but : s'enrichir au détriment des autres et ruiner la Nation au besoin ». Mais s'il n'est pas question de toucher à l'inscription de la bauxite en carrière, il faudrait en revanche « favoriser les ouvriers de ces exploitations en leur accordant les mêmes droits que ceux des ouvriers mineurs dont ils partagent les durs travaux et qui ont droit à la sollicitude des pouvoirs publics », autrement dit les faire bénéficier du statut du mineur<sup>22</sup>. Dans la foulée du Front Populaire, la CGT, à majorité communiste, s'est implantée dans le bassin. Elle dirige la grève qui débute le 10 juillet 1936 et qui constitue un événement car, jusqu'ici, les mouvements revendicatifs ont été rares. La convention collective, signée le 2 octobre suivant, assure une décisive avancée sociale avec les mesures générales que l'on sait (40 heures, congés payés, reconnaissance syndicale, hausses de salaires) et d'autres qui en disent long sur la situation antérieure : transport

19. Suivi par l'Hérault (L'Arboussas) 50-60 000 t., les poches d'Allauch et des Baux 20 000 t. et l'Ariège.

20. Sur ce syndicat, nous renvoyons à notre contribution, « Les "Bauxiteurs" 1936-1943 », à paraître aux PUP dans les Mélanges offerts à Gérard Chastagnaret.

21. Sur le travail de la bauxite, voir C. ARNAUD et J.-M. GUILLON, « Les Gueules rouges : des mineurs de bauxite en Provence », *Cahiers d'histoire de l'Aluminium* n° 37, hiver 2006-2007, p. 15-27.

22. Cabasse demandera à nouveau une taxe sur la bauxite le 19 février 1939, justifiée par les charges supportées par les communes qui doivent financer ce dont la population a besoin (écoles, eau, service des étrangers, assistance, etc.).

aux chantiers (tous éloignés des agglomérations) par camions bâchés, fourniture gratuite des détonateurs, mèches et papier de bourrage et d'imperméables, construction de baraquements sur les carreaux pour les repas et afin d'avoir un abri contre les intempéries... Le syndicat des « bauxiteurs » est précisément fondé pour faire face à ces mesures et aux négociations à venir, la situation du bassin de lignite de Fuveau servant d'ailleurs de référence sur certains points, les allocations familiales par exemple.

#### LE RÈGNE DE PECHINEY

La période qui s'ouvre à l'été 1940, que nous avons traitée par ailleurs<sup>23</sup>, est essentielle dans l'établissement des rapports de force entre les compagnies. Après une période de difficultés due à l'arrêt des exportations, la production repart de plus belle en 1941 car les Allemands ont « faim » de bauxite. Pour que leur approvisionnement soit assuré, ils n'auront de cesse de contourner le barrage (faible) que le gouvernement de Vichy tente de leur opposer en marchandant comme d'habitude sa complaisance et le barrage (plus sérieux) que, pour diverses raisons, les grandes compagnies (sauf Les Bauxites de France) dressent en jouant un jeu compliqué et menteur. AFC, en particulier, se retranche derrière les organisations vichystes (le Comité d'organisation de l'aluminium) dans les négociations et régent les autres compagnies en répartissant les charges, et notamment les fournitures à l'Allemagne. Dès 1941, la compagnie prend sous sa protection les gisements de l'Union (qui ne retrouvera jamais son autonomie) pour les soustraire à la convoitise allemande. De leur côté, les Allemands poussent à la production et utilisent de petites sociétés écrans pour pénétrer le bassin. Contrôlées par l'organisation Todt, ces sociétés, dirigées par des hommes d'affaires français vénaux, arrachent des concessions. Elles permettent aux occupants de phagocytter les Bauxites du Midi en septembre 1943. À partir de 1942, les Allemands libèrent plusieurs centaines de prisonniers de guerre originaires de la région, fournissent du matériel, aménagent la gare de Brignoles, la relient par un train aux exploitations de Vins et Cabasse en 1943. Les mineurs échappent au Service du travail obligatoire en Allemagne. L'Organisation Todt ouvre des camps pour abriter la main-d'œuvre requise pour extraire le minerai : Espagnols républicains, soldats italiens faits prisonniers après la débâcle de septembre 1943, requis français. Au total, les mines emploient plus de 2 000 personnes en 1943 et la production culmine à plus de 740 000 tonnes d'une bauxite de qualité très diverse, sans pour cela atteindre ce que les occupants espéraient. Ouvriers et cadres montrent peu de zèle. AFC et son satellite, Ugine, font la part du feu et préparent l'avenir en réservant certains sites. Liée aux intérêts

23. « La bauxite varoise » in Alain BELTRAN, Robert FRANK et Henry ROUSSO (dir.), *La Vie des entreprises sous l'Occupation*, Paris, Belin, 1994, p. 117-127.

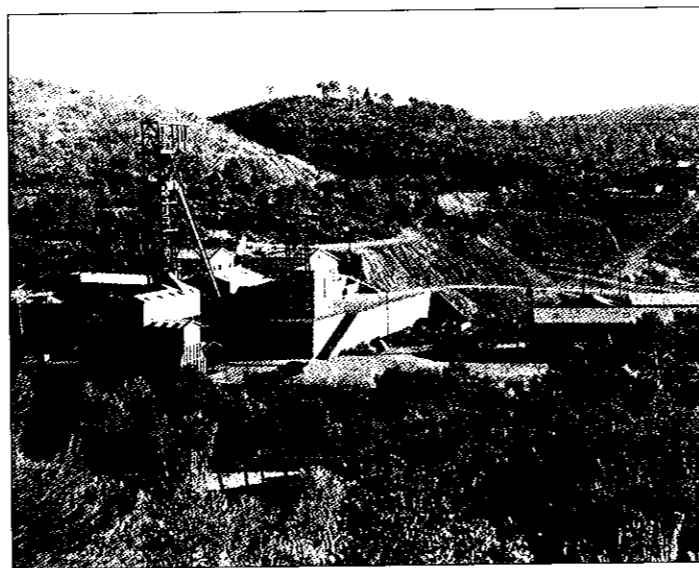


Fig. 3 – La mine Pechiney de Maron à Cabasse à son ouverture en 1960

anglo-saxons, concurrente des producteurs allemands d'aluminium, ayant à sa tête des cadres résistants, AFC sort finalement de la guerre renforcée dans sa position de leader français (fig. 3).

À la Libération, le manque de matériel d'extraction et de transport fait chuter la production et la remise en état des exploitations est délicate. Ce redémarrage s'accompagne d'assez fréquents accidents. Mais l'essentiel est ailleurs : les petites sociétés écrans sont désormais balayées, ne restent que les plus grandes, y compris celles qui ont été sanctionnées (modérément) pour faits de collaboration économique. Malgré la campagne anti-trust que lance la Résistance, et notamment le parti communiste, AFC (qui prend le nom de Pechiney en 1950) règne désormais sur la production française. Relancée par la Reconstruction et le plan Marshall, celle-ci augmente considérablement, mais devient marginale face aux nouveaux producteurs africains, australiens, américains. Le bassin varois, qui représente plus des  $\frac{3}{4}$  de la bauxite française, dépasse le million de tonnes au début des années 1950, puis les deux millions en 1965 et atteint son apogée au début des années 1970 avec 3,2 millions de tonnes. La hausse de la production est due aux investissements considérables réalisés après-guerre et à l'augmentation de la productivité qu'ils ont engendrée. C'est le moment du passage à une extraction mécanisée dans des carrières qui sont désormais à peu près toutes à ciel ouvert. Les chargeurs et les scrappers remplacent les pelles, les perforatrices, les pics et les marteaux-piqueurs, les boulonneuses, l'étagage manuel avec les poteaux de pin. La

productivité passe de deux tonnes par homme/poste à dix-sept tonnes en 1973. Les mineurs sont devenus avant tout des conducteurs d'engins. Dès le début de la V<sup>e</sup> République, en 1960, les compagnies ont enfin obtenu le changement de statut de la bauxite et son passage sous le régime des mines, celui de la concessibilité qui fait de l'État leur interlocuteur privilégié.

Cet essor se fait sans augmentation de personnel. Le nombre des salariés des mines tourne autour de 1300 dans les années 1950, puis se stabilise à 1000. De nouveaux immigrants venant d'Italie du Sud sont venus se mêler aux dynasties de mineurs en train de se constituer au sein des familles d'origine piémontaise, désormais naturalisées, et parmi les Français d'origine venus travailler à la mine dans les années trente et après la Libération. La situation sociale des ouvriers de la bauxite s'est considérablement modifiée. Le bénéfice du statut du mineur adopté à la Libération et l'extension de la Sécurité sociale minière au bassin de Brignoles en 1948 leur permettent de jouir désormais d'un niveau de vie envié par les petits viticulteurs de la région.

En 1970, Pechiney représente 70 % de la production, contrôle les gisements de l'Union et achète une partie de la production des autres « bauxiteurs ». Ceux-ci ne sont en fait plus que quatre après la fusion de Pechiney et Ugine en 1971. Leur production se répartit l'année suivante entre 2,2 millions pour le groupe Pechiney, 441 000 tonnes pour la SABAP (Alcan<sup>24</sup>), 340 000 pour Alusuisse (ex-Bauxites de France) et 165 000 pour le Comptoir, qui ferme ses chantiers en 1976. Cette fermeture est la première étape d'une fin qui a été annoncée trois ans auparavant.

#### ENTRE VOLONTÉ DE TOURNER LA PAGE ET SOUCI DU SOUVENIR (ANNÉES 1970-2012)

Le bassin minier connaît donc son apogée alors que sa disparition est programmée. Depuis 1967, Pechiney, dont les investissements principaux sont outre-mer, fait venir à Gardanne de la bauxite importée. Celle-ci est abondante et la crise des années 1970 engendrera la surproduction. Mais, dès avant son déclenchement, la mise en sommeil des gisements les moins rentables est à l'ordre du jour. Fin 1972, la direction de Pechiney fait savoir que le bassin n'a plus qu'un horizon de vingt ans. Cette annonce du « plan de 20 ans » est un choc pour l'opinion locale. Malgré les luttes que mène une CGT hégémonique entre 1973 et 1987, et le soutien des municipalités de la région, qui sont pour la plupart communistes ou socialistes, le plan progressif de fermeture se met en place à partir de 1973. La production varoise décroît, passe sous les 2 millions de tonnes en 1975, et tombe à moins d'un million en 1985. Les effectifs de salariés fondent de 990 en 1975 à 225 en 1989. Le plan du nouveau PDG de Pechiney (nationalisé), Jean Gandois, accélère le

24. La filiale canadienne d'Alcoa, la SABAP ayant pris le relais des Bauxites du Midi.

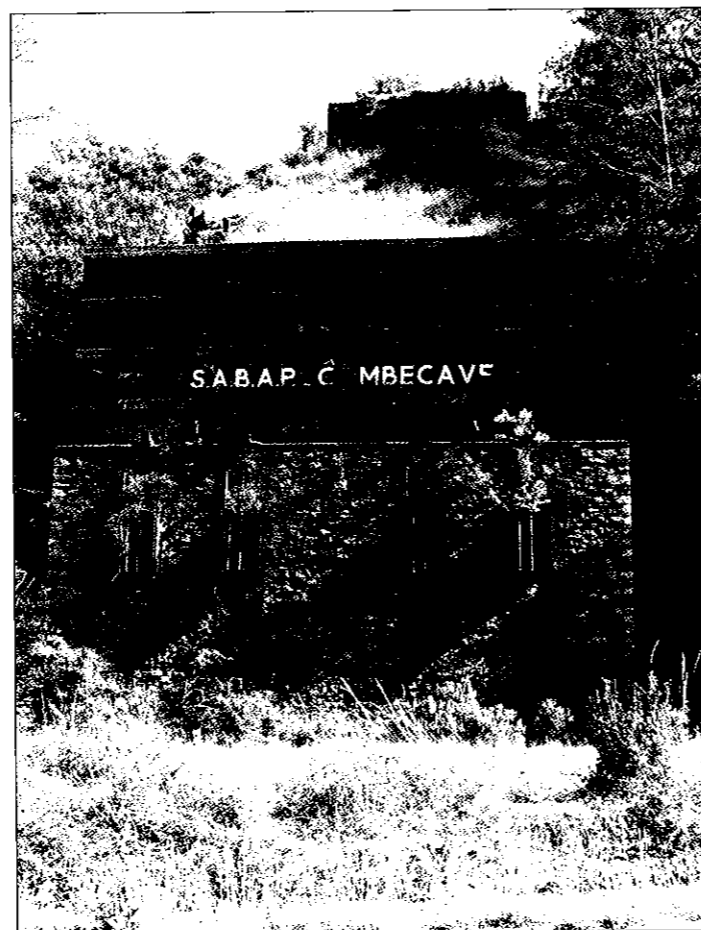


Fig. 4 – Trémie abandonnée, Combecave (Cabasse)

processus en 1986. Dès ce moment, le site de Mazaugues n'est plus qu'un souvenir dont les installations ont été livrées aux ferrailleurs. À l'exception de celui de Saint-Julien (La Celle), les derniers chantiers se trouvent dans la partie Est. Ils ferment tous tour à tour, entre 1987 et 1990: Peygros, près de l'abbaye du Thoronet (menacé par un glissement de terrain dû aux mines), puis le Recoux et l'exploitation en découvert de Doze, en amont du barrage de Carcès. L'exploitation des Canonnettes aux Baux s'arrête un an après. (fig. 4)

En septembre 1972, un Syndicat des communes du bassin minier de Brignoles et des communes riveraines du Caramy et de l'Issole avait vu le jour afin de défendre les intérêts communaux menacés par « les atteintes aux

sites » exploités et aux cours d'eau, par « les problèmes de pollution et autres nuisances ». Cette association devait obtenir la « conservation intégrale du patrimoine communal dans le domaine forestier et esthétique » et la reconsidération de la répartition des redevances minières. Elle devait veiller aussi à « la sauvegarde de l'environnement à tous les points de vue », au « devenir économique du bassin » et au « respect intégral de la loi et des décisions des autorités administratives ». Or les chantiers ont fermé dans une quasi indifférence et, en tout cas, dans l'oubli de ces considérations. La réhabilitation des sites et la reconversion furent nulles ou homéopathiques (une ZAC, Nicopolis, à Brignoles dont l'activité est restée fragile). Nous nous interrogeons en 1989 sur l'après-bauxite en craignant que seuls restent en héritage « les trous et les terrils des sites non restaurés »<sup>25</sup>. Tout souci de conservation d'une mémoire ou de mise en valeur des traces était absent chez les principaux acteurs collectifs. L'idée d'un écomusée ne suscitait qu'indifférence. L'ouvrage que Claude Arnaud et moi signions alors – le seul sur cette histoire – rencontrait certes l'intérêt, mais comme une concession qu'il fallait faire au passé. Les uns – compagnies et principales collectivités locales – n'avaient qu'un souci, celui de tourner la page, les autres – syndicalistes ou élus communistes – étaient crispés à l'idée du maintien de l'exploitation. L'administration était aux abonnés absents. Les sociétés cédaient pour le franc symbolique des collines dont certaines étaient – et restent – impraticables et dangereuses. Les multinationales qui avaient tiré quelques profits du site avaient d'autres horizons et le bassin de Brignoles n'était pour elles qu'un très petit pion. Personne ne leur demandait ne serait-ce que de conserver, par exemple, un siège d'exploitation pour garder la mémoire d'un siècle d'histoire. De cette indifférence, nous avons été le témoin attristé en nous heurtant à une fin de non-recevoir de la part des « bauxiteurs » lorsque, dûment mandaté, nous avons tenté de savoir comment leurs archives seraient conservées. Aucune n'a daigné répondre<sup>26</sup>. Quelques années plus tard, nous pouvions vérifier que, dans la bastide, totalement isolée, sans gardiennage, de Doze, les archives que les Bauxites du Midi avaient entassées là et qui concernaient tant les sites varois que les exploitations de Grèce ou d'Afrique, étaient abandonnées au pillage... Seuls quelques mineurs, de leur propre chef, à Tourves ou Cabasse, rassemblaient des collections d'objets, de photographies, tandis que le musée du Vieux Brignoles consacrait une de ses pièces à la bauxite. Il a fallu attendre la création de l'Association des Gueules rouges, à Tourves, entre 1998-99, pour que naisse le projet d'un musée dans les locaux... de la cave-coopérative désormais désaffectée. La commune seule ne pouvant mener à bien le projet, il fut repris par la Communauté de communes du Comté de Provence et les travaux purent commencer en 2008. Grâce à l'aide financière des collecti-

25. C. ARNAUD, J.-M. GUILLON, *Les Gueules rouges. Un siècle...*, op. cit., 1<sup>re</sup> éd. (1989), p. 104.

26. Cette tentative de recensement des archives économiques a eu lieu autour de 1985 lorsqu'il était question de créer des centres de conservation des archives d'entreprise.





Fig. 5 – Brignoles, statue du mineur inaugurée en 2010

vités locales, aux collections et à l'engagement d'anciens mineurs, ce musée vient d'ouvrir ses portes en juin 2012 et le visiteur pourra parcourir, notamment, une galerie de mine admirablement reconstituée. Mais que, finalement, on ait été contraint de se tourner vers cette seule possibilité de transmission – un musée hors site et une galerie reconstituée – nous paraît significatif du rapport problématique que notre région entretient avec une grande partie de son passé contemporain, celui du moins qui ne coïncide pas avec la représentation folklorisée ou mondaine (ou « people » pour utiliser le vocable à la mode) auquel il paraît devoir se réduire dans les médias comme dans les brochures touristiques (fig. 5).

Jean-Marie GUILLON

## LA BÉNÉDICTION DES CALISSONS À AIX-EN-PROVENCE : SON APPORT À LA CULTURE PROVENÇALE

Depuis dix-sept ans, une manifestation culturelle aixoise requiert l'attention par le fait même de son succès : de 1000 à 1500 participants chaque année. Pour avoir assisté au déroulement de la manifestation en 2009, son programme (fig. 1) a été retenu pour l'étude de cette journée tant il s'avère explicite par les références tant historiques que culturelles qu'il mentionne : pour le matin 380<sup>e</sup> célébration du vœu de Martelly de 1630 à la cathédrale Saint-Sauveur et l'après-midi entièrement dédiée au calisson, cette spécialité emblématique de la ville. En effet le programme annonce successivement :

- En intitulé sur la page de couverture :  
14<sup>e</sup> bénédiction des calissons d'Aix  
380<sup>e</sup> célébration du vœu Martelly de 1630
- En milieu de page, le cachet qui représente la Vierge aux calissons  
« manifestation labellisée par le Félibrige »
- En bas de page, en hommage à Mireille, héroïne provençale particulièrement fêtée en 2009 au théâtre, à l'opéra... un cachet « Miréio cent cinquantenari "Miréio 1859-2009" ».

Chacun de ces éléments s'insère dans une continuité du souvenir replacé dans une temporalité qui reflète l'évolution des mentalités : le sens du religieux, celui de la fête ; d'autres facteurs de circonstance sont autant d'éléments qui varient selon les époques et les événements extérieurs qui surviennent, affectent les comportements et modifient – souvent très lentement – les mentalités dont le sens et le besoin du religieux constitue un élément significatif et pérenne. C'est ainsi que certaines fêtes peuvent tomber en désuétude et parfois renaître sous une forme nouvelle. Il arrive aussi que les participants eux-mêmes revendiquent de bonne foi une pratique au nom d'une tradition qu'ils croient immuable.

L'analyse des différentes composantes présentées sur le programme de 2009 va-t-elle permettre de comprendre le succès incontestable de cette